

Comité sénatorial des affaires étrangères et du commerce international

24 février 2016

Témoignage : John M. Curtis

Madame la présidente, honorables membres du comité,

À l'arrivée des Européens sur les côtes orientales de notre pays – et peut-être même avant sur notre côte occidentale –, le commerce et l'investissement étrangers étaient, et ils demeurent, comme l'ont expliqué plus tôt des témoins, des éléments clés de la structure et de la tenue de notre économie, mais le contexte a changé récemment dans les faits et dans la perception du public. La relation entre le commerce et le produit intérieur brut (PIB) – ce que les économistes appellent élasticité des échanges – semble avoir reculé ces dernières années tant au Canada qu'ailleurs au monde. Pour certains, c'est la fin de la mondialisation, ou du moins un premier ralentissement à long terme de l'intégration mondiale depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Qui plus est, les changements climatiques, et non les échanges commerciaux, semblent être la première priorité et préoccupation économique du public à l'échelle internationale.

Par conséquent, le nombre de cours sur le commerce international offerts dans nos collèges et universités décline, les gouvernements font moins l'objet de pressions concertées de la part d'entreprises de pointe pour faire valoir un programme axé sur le commerce, et les politiciens, les fonctionnaires, les entreprises commerciales et les médias s'attachent de plus en plus aux enjeux économiques, sociaux et culturels nationaux. Cela ne signifie pas que cette réorientation soit nécessairement mauvaise ou bonne. C'est une réalité de notre société d'aujourd'hui et le contexte politique dans lequel le commerce s'inscrit.

Les gouvernements, entre autres, tendent donc à s'intéresser davantage aux initiatives nationales qu'aux interventions concertées et collectives d'ampleur mondiale qui concernent les grands enjeux économiques internationaux qui se présentent. Cela est inquiétant. Les préoccupations que suscitent notamment le système commercial, le système financier international, le monde macroéconomique de la croissance et des emplois, l'innovation et les migrations sont de plus en plus des enjeux nationaux – et parfois régionaux – mais rarement multilatéraux. Heureusement, la santé semble être une exception notable, tout comme le crime international, mais j'en vois peu d'autres. Malgré tous les beaux discours, on estime que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le G-20, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et les banques régionales perdent toujours plus de leur efficacité et de leur pertinence. Et ce vide commence à être comblé par d'autres, surtout les Chinois (par exemple, avec la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures et l'initiative « Une ceinture, une route »).

Le Canada, qui occupe depuis longtemps dans la cour des grands une place honorable relativement à ce type de dossier, pourrait désormais, à mon sens, contribuer de manière opportune et valable à faire valoir certains de ses chantiers internationaux pour qu'ils soient traités de façon plus focalisée, coopérative et multilatérale dans ce contexte mondial en mutation toujours plus rapide. Le comité pourrait envisager de recommander entre autres choses que :

- le gouvernement du Canada achève et met en place aussi rapidement que possible, après les consultations qui s'imposent, les nombreuses ententes régionales et bilatérales sur le commerce et l'investissement qui sont en suspens et auxquelles nous sommes parties; il ne fait aucun doute que plusieurs dispositions de chacune de ces ententes commerciales récemment négociées présentent des problèmes, la perfection étant l'ennemi du bien; ces ententes existantes et négociées collectivement constitueront un cadre prévisible de règles, de règlements, de pratiques et de comportements où nous pourrions tracer notre trajectoire en collaboration avec d'autres;
- le gouvernement du Canada se donne comme priorité d'établir des relations économiques plus vastes avec les États-Unis, notamment par une libéralisation accrue des services, la nouvelle « frontière commerciale », travaille à l'élaboration d'un cadre de coopération économique avec la Chine qui soit dans l'intérêt des deux pays et contribue, même modestement, à l'amélioration des relations entre la Chine et les États-Unis, dossier de politique étrangère le plus important de ce siècle;
- les gouvernements ici et ailleurs travaillent activement à l'établissement de partenariats efficaces et mutuellement bénéfiques entre le secteur public et le secteur privé pour faire progresser l'innovation dans les domaines de politiques publiques prioritaires à l'échelle mondiale comme la santé, l'éducation, les changements climatiques, l'efficacité énergétique, l'eau potable et l'élimination des déchets, où le Canada pourrait être un chef de file; le Canada et le monde en sortiraient gagnants;
- enfin, et peut-être surtout, le gouvernement du Canada annonce et entame dès que possible une initiative de recherche en politiques publiques indépendante, une commission d'enquête (peut-être une commission Macdonald 2.0) centrée sur l'union économique et son avenir dans une économie mondiale en évolution rapide. Un certain nombre de questions se posent dans ce nouveau monde – technologie, organisation des entreprises, renaissance de l'Asie – qui appellent un discours serein, focalisé, analytique et global au moment où nous cherchons à établir les bases de nouvelles politiques et approches pour assurer la prospérité ici et ailleurs dans les décennies à venir. Il sera crucial, au Canada, de remettre en question notre complaisance générale et de veiller à accroître notre compétitivité ici et sur la scène internationale; il est tout de même extraordinaire de voir que nous accordons aujourd'hui à des pays tiers – l'Union européenne et nos homologues du Partenariat transpacifique, par exemple – des conditions d'accès à notre marché intérieur bien meilleures que celles dont bénéficient nos propres joueurs au Canada!

Merci